

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 16/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EMAILLERIE RHENANE

ROUTE DE BOUXWILLER

BP 4

67340 Ingwiller

Références : 0508/NK/AG
Code AIOT : 0006700508

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2024 dans l'établissement EMAILLERIE RHENANE, implanté 12 ROUTE DE BOUXWILLER 67340 Ingwiller. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EMAILLERIE RHENANE
- 12 ROUTE DE BOUXWILLER 67340 Ingwiller
- Code AIOT : 0006700508
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Émaillerie Rhénane exploite une unité de traitement de surface et d'émaillerie.

Contexte de l'inspection : suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection : Air, Risque incendie ...

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer, au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délai |
|----|------------------------------------|--|--|----------------------|
| 5 | Contrôle des rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 21/06/1994, article 34 | Demande d'action corrective | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------------|--|--------------------------|
| 1 | Plan d'intervention | Arrêté Préfectoral du 21/06/1994, article 32 | Sans suite |
| 2 | Moyen de lutte incendie | Arrêté Préfectoral du 21/06/1994, article 30 | Sans suite |
| 3 | Détection | Arrêté Préfectoral du 21/06/2024, article 29 | Levée de mise en demeure |
| 4 | Capacités de rétention | Arrêté Préfectoral du 21/06/1994, article 21.2 | Sans suite |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit effectuer les prochaines mesures d'air en respectant la norme

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'intervention

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/1994, article 32 |
| Thèmes : Risques accidentels, Incendie |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan d'intervention précisant notamment l'organisation, les effectifs affectés, le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte [...] |
| Constats : L'exploitant n'a pas établi de plan d'intervention, il a juste établi une fiche incendie, il a déclaré que celle-ci n'était pas à jour ; notamment, elle ne contient pas l'organisation en cas de déclenchement de l'alarme du système de détection incendie (l'exploitant a déclaré que ce déclenchement était asservi aux téléphones portables de 4 personnes en période de fermeture). Par courriel du 11/10/2024, l'exploitant a transmis l'ensemble de ces documents |
| Type de suites proposées : Sans suites |

N° 2 : Moyen de lutte incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/1994, article 30 |
| Thèmes : Risques accidentels, Incendie |
| Prescription contrôlée : L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie, en particulier [...] des poteaux d'incendie normalisés [...] Tous ces équipements [...] sont bien matérialisés et facilement accessibles. |
| Constats : L'installation dispose de 3 poteaux incendie, celui se trouvant rue de l'Industrie est entouré de broussailles, donc peu visible, particulièrement de nuit, l'exploitant doit remédier à cela. Par courriel du 11/10/2024, l'exploitant a transmis une photo, montrant que ce poteau incendie était désormais visible. |
| Type de suites proposées : Sans suites |

N° 3 : Détection,

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/1994, article 29 |
| Thèmes : Risques accidentels, Incendie |
| Prescription contrôlée : Les locaux comportant des risques d'incendie ou d'explosion sont équipés d'un réseau, permettant la détection précoce d'un incendie ou d'une atmosphère explosible. Tout déclenchement du réseau de détection entraînera une alarme sonore et lumineuse. |
| Constats : Lors de la visite du 15/11/2023, les locaux n'étaient pas équipés de ce genre de système, ils le sont désormais. |
| Type de suites proposées : Sans suites |
| Proposition de suites : Levée de mise en demeure |

N° 4 : Capacités de rétention

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/1994, article 21.2 |
| Thèmes : Risques accidentels, Rétention |
| Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention, dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. |
| Constats : Dans l'atelier de maintenance se trouvait une armoire spécifique (d'un volume compris entre 0,5 et 1,5 m³), remplie de divers produits dangereux, certains inflammables, sans aucune rétention ; par courriel du 11/10/2024, l'exploitant a transmis une photo, montrant que ces produits étaient sur rétention. |

| |
|---|
| Type de suites proposées : sans suites |
|---|

N° 5 : contrôle des rejets atmosphériques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/1994, article 34 |
|---|

| |
|---|
| Thèmes : Risques chroniques, Air |
|---|

Prescription contrôlée :

Les conduits et cheminées d'évacuation des rejets atmosphériques sont équipés de dispositifs [...] permettant le prélèvement, en discontinu, dans des conditions conformes aux normes françaises en vigueur. [...]

Ces contrôles sont réalisés annuellement

Constats :

L'exploitant a présenté les contrôles du 03/06/2024, les valeurs sont conformes.

Cependant, le prélèvement n'est pas conforme à la norme NF EN 15 259, relative à la "*Qualité de l'air-Mesurage des émissions de sources fixes. Exigences relatives aux sections et aux sites de mesurage et relatives à l'objectif, au plan et au rapport de mesurage*", qui définit les caractéristiques de la section de mesure et du point de prélèvement.

Lors de cette intervention, les observations suivantes ont été effectuées sur l'installation contrôlée :

- Trappes normalisées : non conforme car piquage présent ;
- Longueur droite amont/aval : non conforme.

L'exploitant a présenté un bon de commande du 22/07/24, engageant à modifier ces trappes : il doit refaire des mesures en s'assurant que la norme est respectée.

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
|---|

| |
|---|
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant : effectuer les prochaines mesures d'air en respectant la norme |
|---|

| |
|--------------------------------------|
| Proposition de délai : 6 mois |
|--------------------------------------|